



Finances Locales 2018

Conférence de presse

26-06-2018

Geert Gielens - Arnaud Dessoy - Anne-Leen Erauw



IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE (CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE / MESURES GOUVERNEMENTALES) SUR LES FINANCES LOCALES?



Contexte macro-économique

- Taux intérêt historiquement bas
- Taux d'inflation modéré
- Croissance faible
- Taux de chômage
- Cadre budgétaire contraint



Mesures gouvernementales

- Réforme des pensions secteur local (loi 2011)
- Mise en place des zones de secours (réforme services incendie communaux)
- Tax shift & saut d'index
- Réforme allocations de chômage
- Politique d'accueil des réfugiés
-

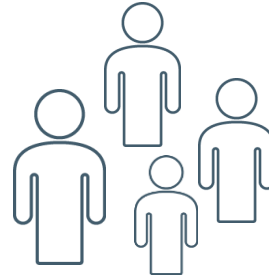


IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE (CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE / MESURES GOUVERNEMENTALES) SUR LES FINANCES LOCALES?

Quel impact budgétaire au cours de la mandature 2013-2018?

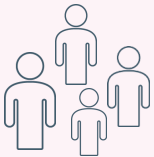
- Les **dépenses** sous pression?
 - Les dépenses de personnel sont-elles maîtrisées ? Impact de la réforme des pensions du personnel statutaire?
 - Le contexte socio-économique a-t-il nécessité une intervention accrue des communes et des CPAS **en matière d'aide sociale**?
 - Les communes ont-elles dû consentir davantage d'efforts pour rencontrer les **besoins de sécurité**?
Les **charges de pension** ont-elles pesé sur les dépenses communales?
- Les communes ont-elles été contraintes d'augmenter **la fiscalité**?
- Dans le contexte des taux d'intérêt historiquement bas, les communes ont-elles pu accroître leurs **investissements**?
- Les **équilibres budgétaires** sont-ils préservés et **l'endettement** est-il maîtrisé?
- Quels ont les principaux **défis financiers** pour la prochaine mandature communale (2019-2024)?





MAÎTRISE DES DÉPENSES DE PERSONNEL?



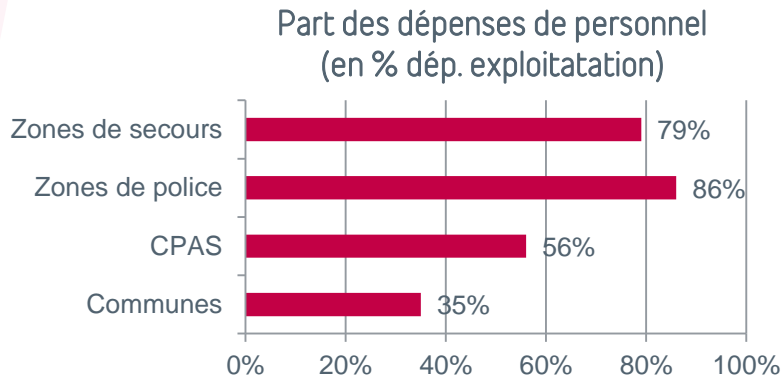


LES DÉPENSES DE PERSONNEL SONT-ELLES MAÎTRISÉES?

IMPACT DE LA RÉFORME DES PENSIONS DU PERSONNEL STATUTAIRE?

Chiffres clés

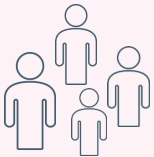
- Coût du personnel: 6,5 milliards EUR (budgets 2018)
 - soit +/- 35% dépenses d'exploitation des communes
 - Si on tient compte des dotations CPAS/ZP/ZS, ce sont plus de 60% des dépenses communales qui sont influencées par le personnel
- Nombre d'ETP: 220 458 ETP (dont 101 903 dans les communes)



Principaux facteurs d'évolution (2013-2018)

- Evolution de l'effectif (nombre ETP)
- Rapport statutaires / contractuels
- Evolution taux d'inflation (indice pivot +2% - saut d'index en 2015)
- Réforme des pensions (hausses cotisations base & resp.)
- Evolutions barémiques

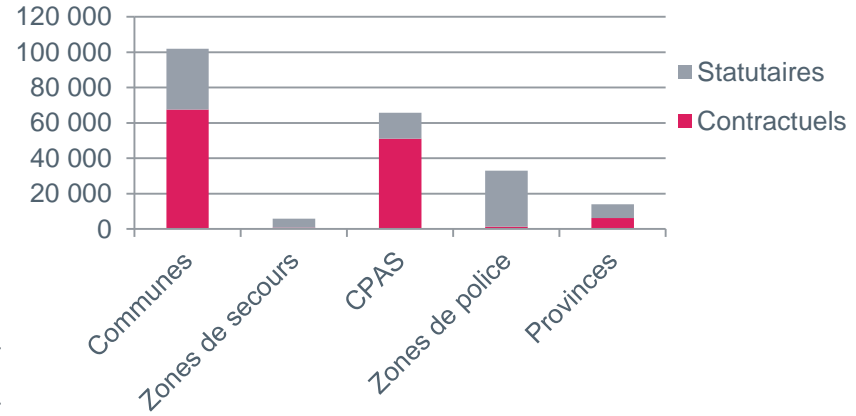
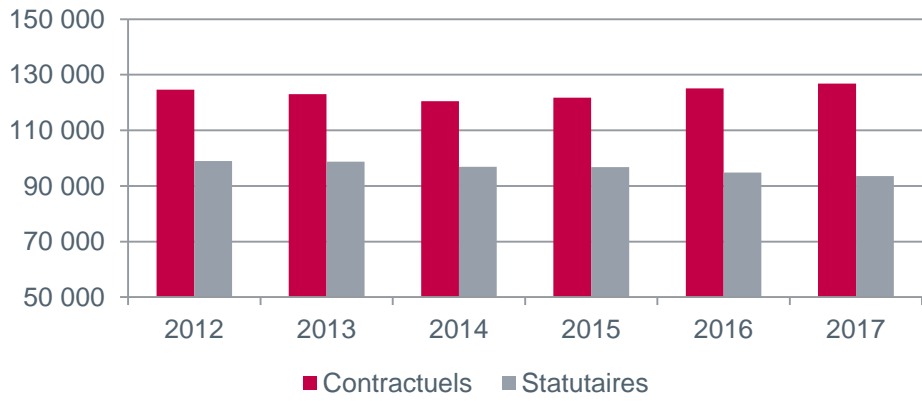




LES DÉPENSES DE PERSONNEL SONT-ELLES MAÎTRISÉES? IMPACT DE LA RÉFORME DES PENSIONS DU PERSONNEL STATUTAIRE?

Evolution des effectifs (ETP) - Total PL

- Léger recul du nombre d'ETP depuis 2012
 - - 143 ETP (-0,1%)
 - Disparités selon type administration
- 58% contractuels / 42% statutaires



Poursuite de la réduction des statutaires au profit des contractuels
→
Quid financement des pensions?

→ Dynamique d'évolution régionale?

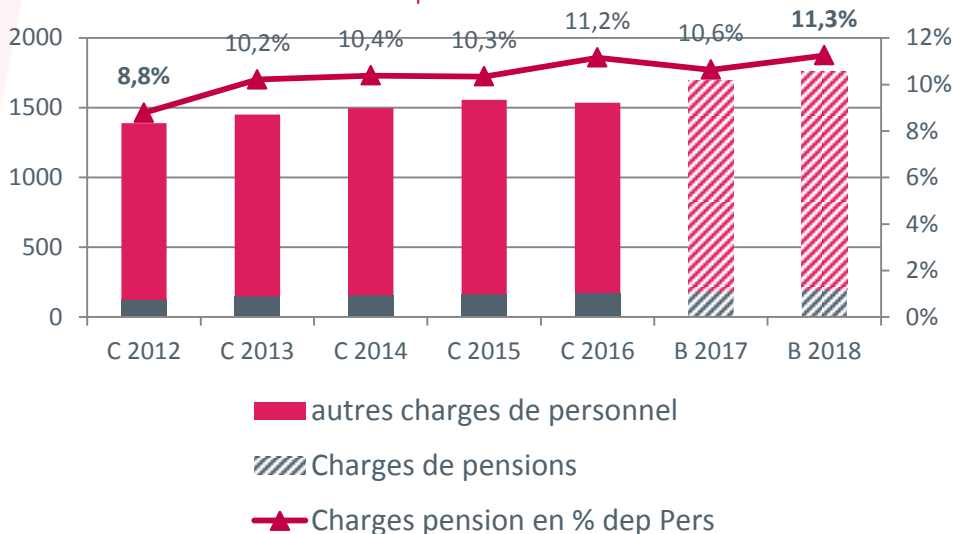




MAÎTRISE DES DÉPENSES DE PERSONNEL ?

Communes wallonnes

Evolution des dépenses de personnel et des charges de pension *



	Evolution du nombre d'ETP (2012-2017)	
Communes	-1758	-4,8%
Zones de secours (ZS)	2367	-
Communes + ZS	609	1,7%
Contractuels	460	1,8%
Statutaires	149	1,3%

Les charges de pension pèsent sur l'évolution des dépenses de personnel

Comptes 2012-2016:

- Pensions : + 8,9% / an
- Autres dép. : +1,9% / an

Part des charges de pension de 8,8% à 11,2%

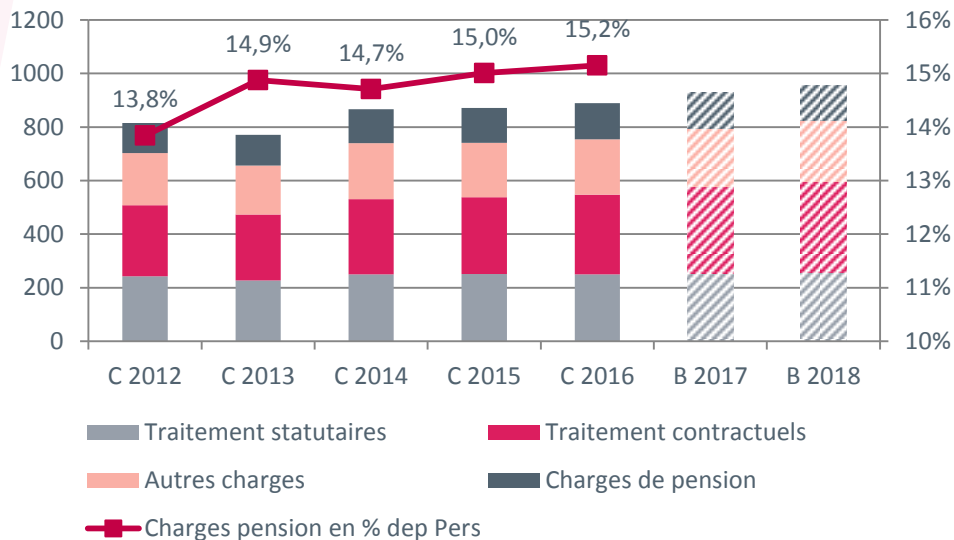




MAÎTRISE DES DÉPENSES DE PERSONNEL ?

Communes bruxelloises

Evolution des dépenses de personnel et des charges de pension



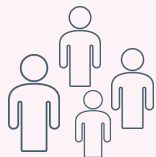
	Evolution du nombre d'ETP (2012-2017)	
Communes	623	4,1%
Contractuels	651	7,0%
Statutaires	-28	-0,5%

Comptes 2012-2016:

- Pensions : + 4,5% / an
- Traitements stat. : +0,8%/an
- Traitements contract. : +2,8/an

Part des charges de pension de 13,8% à 15,2%



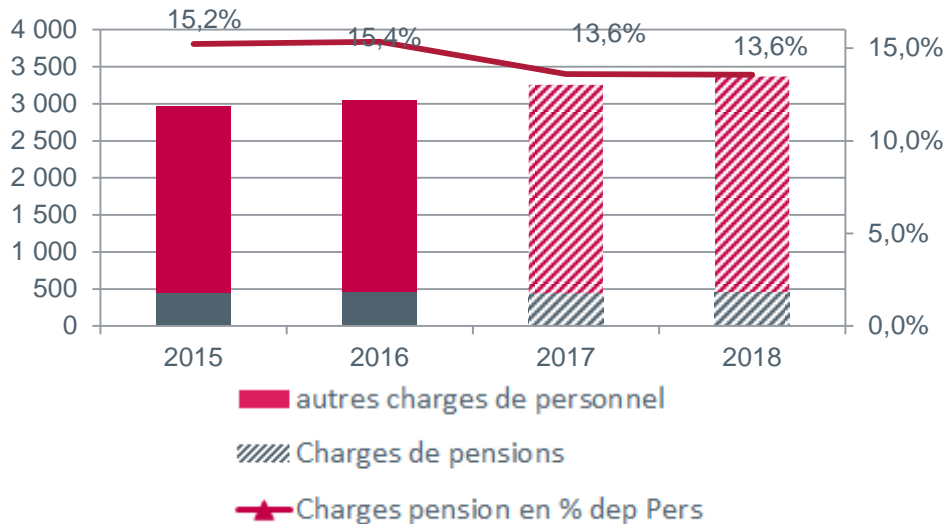


MAÎTRISE DES DÉPENSES DE PERSONNEL ?



Communes flamandes

Evolution des dépenses de personnel et des charges de pension



	Evolution nombre ETP (2012-2017)	
Communes	-5426	-9,6%
Zones de secours (ZS)	3475	-
Communes + ZS	-1951	-3,4%
Contractuels	863	2,7%
Statutaires	-2814	-11,3%

Les charges de pension pèsent sur l'évolution des dépenses de personnel

Comptes 2012-2016 :

- Pensions : + 6%/an
- Autres dép. : +2,7%/an

La part des charges de pension dépasse déjà 15% des dépenses de personnel





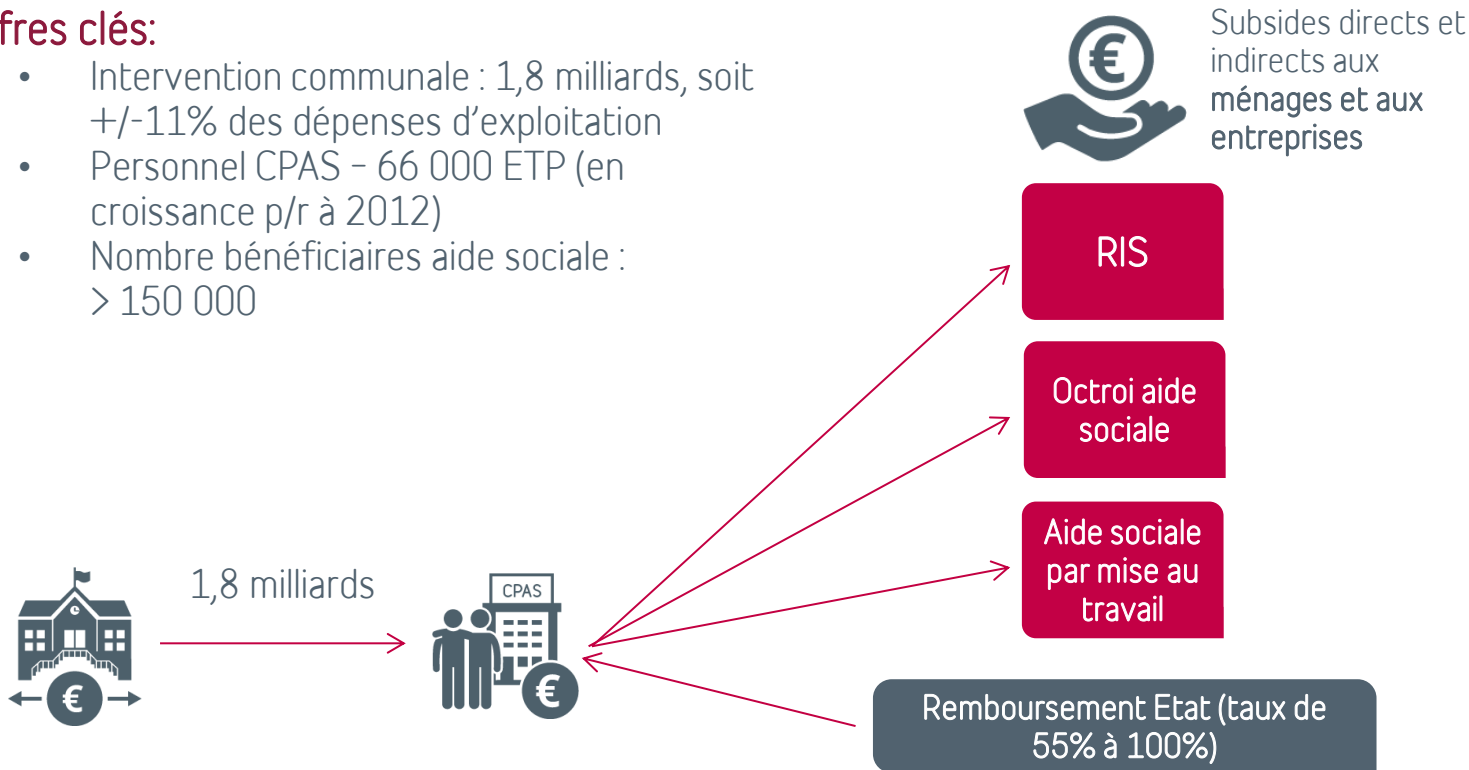
LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL
NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE
DES COMMUNES ET DES CPAS EN MATIÈRE
D'AIDE SOCIALE?



LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE DES COMMUNES ET LES CPAS EN MATIÈRE D'AIDE SOCIALE?

Chiffres clés:

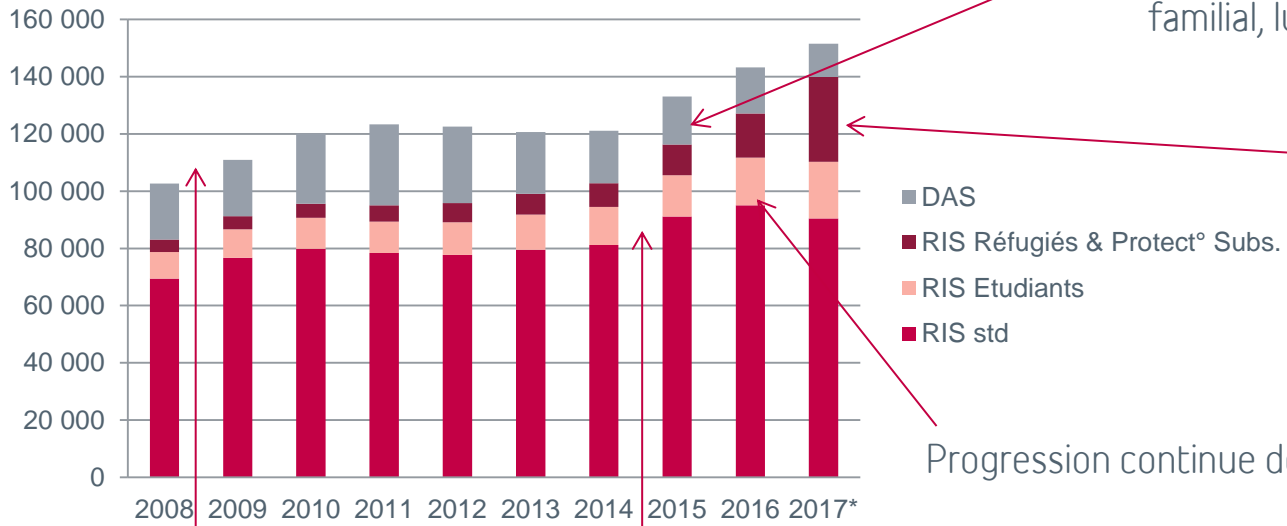
- Intervention communale : 1,8 milliards, soit +/-11% des dépenses d'exploitation
- Personnel CPAS - 66 000 ETP (en croissance p/r à 2012)
- Nombre bénéficiaires aide sociale : > 150 000





LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE DES COMMUNES ET DES CPAS EN MATIÈRE D'AIDE SOCIALE?

Evolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale (RIS et DAS)



Nouvelles mesures en matière d'asile et d'immigration (condit° relatives au regroupement familial, lutte contre les abus,...)

Modification dispositif RIS avec extension aux réfugiés

Progression continue des RIS étudiants

Impact crise économique

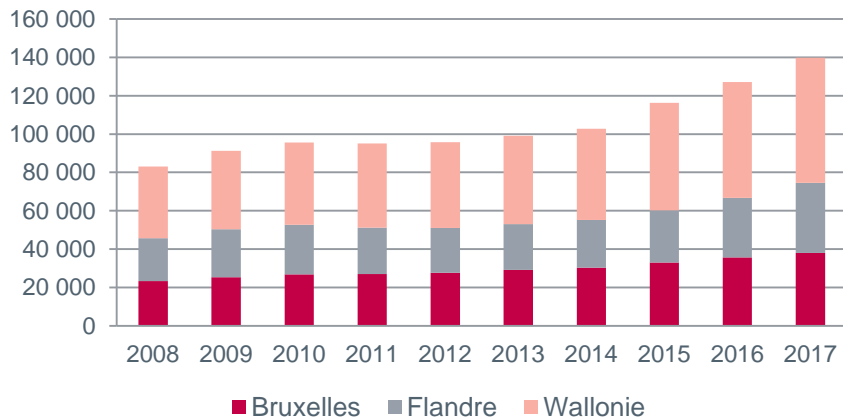
Régime de sanctions et limitation dans le temps des allocations de chômage





LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE DES COMMUNES ET DES CPAS EN MATIÈRE D'AIDE SOCIALE?

Evolution des bénéficiaires du RIS par région



	Pour 1 000 habitants	Taux de croissance 2012-2017	Taux de croissance 2017
Flandre	5,6	57,1%	17,8%
Wallonie	18,1	45,9%	8,1%
Bruxelles	31,8	36,8%	6,5%





LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE DES COMMUNES ET LES CPAS EN MATIÈRE D'AIDE SOCIALE?

Dotation communale au CPAS

	2018 En EUR / hab.	2018 En % dep. exploitat.	Δ 2017-2018
Flandre	146,6	10,7%	+1,3%
Wallonie	137,6	9,6%	+3,3%
Bruxelles	285,3	14,7%	+4,2%
Grandes villes (4)*	249,0	10,2%	+3,4%

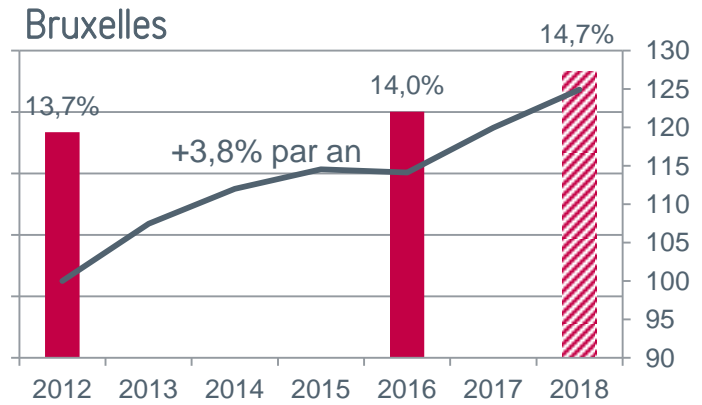
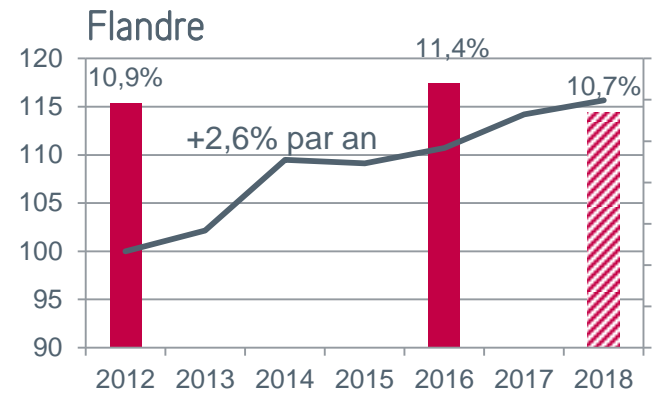
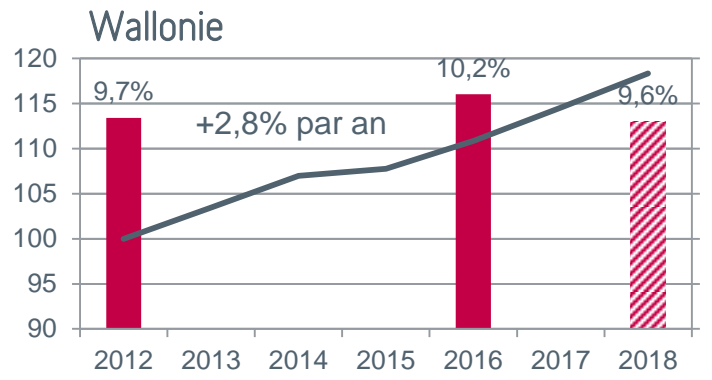
- Niveau d'intervention communale variable selon les communes (plus élevé dans les centres urbains)
- Croissance reste plus élevée que la moyenne des dépenses (surtout à Bruxelles et dans les GV)





LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE A-T-IL NÉCESSITÉ UNE INTERVENTION ACCRUE DES COMMUNES ET DES CPAS EN MATIÈRE D'AIDE SOCIALE?

Evolution de la dotation communale au CPAS (2012-2018)



■ en % dép ord
— Indice 100 = 2012



LES COMMUNES ONT-ELLES DÛ CONSENTIR D'AVANTAGE D'EFFORTS POUR RENCONTRER LES BESOINS DE SÉCURITÉ ?



Chiffres clés:

- Intervention communale : 2,4 milliards, soit 15% des dépenses d'exploitation
- 32.900 policiers et 5.580 pompiers

Contexte d'évolution

- Services communaux → structures pluri-communales (ZP et ZS)
 - Cadre réglementaire fédéral
 - Financement fédéral et communal (prédominant) via dotation communale
- Fortes attentes de la population à l'égard des services de sécurité
 - Effort de modernisation
 - Renforcement effectif / capacité d'intervention





LES ZONES DE POLICES





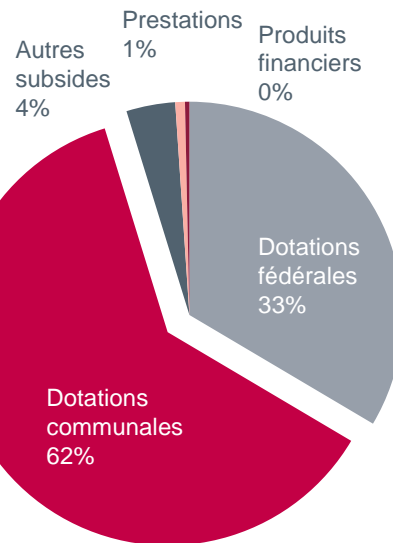
LES ZONES DE POLICES

Chiffres clés:

- 188 zones de police (après 7 fusions en Flandre)
- Zones de police: 3 milliards de dépenses totales (85% personnel)
- Communes: couverture du déficit d'exploitation ZP 1,85 milliard



1.850 millions EUR





LES ZONES DE POLICES

Dotation communale à la zone de police?

	2018 En EUR / hab.	2018 En % dep. exploitat.	Δ 2017-2018
Flandre	152,9	11,2%	+1,3%
Wallonie	135,2	9,5%	+0,3%
Bruxelles	306,2	15,7%	+1,4%
Grandes villes (4)*	331,9	13,6%	0,7%

- Niveau d'intervention communale variable selon les communes (plus élevé dans les centres urbains)
- Faible progression attendue (Budgets 2018) qui contraste avec l'évolution des années antérieures (cf infra)

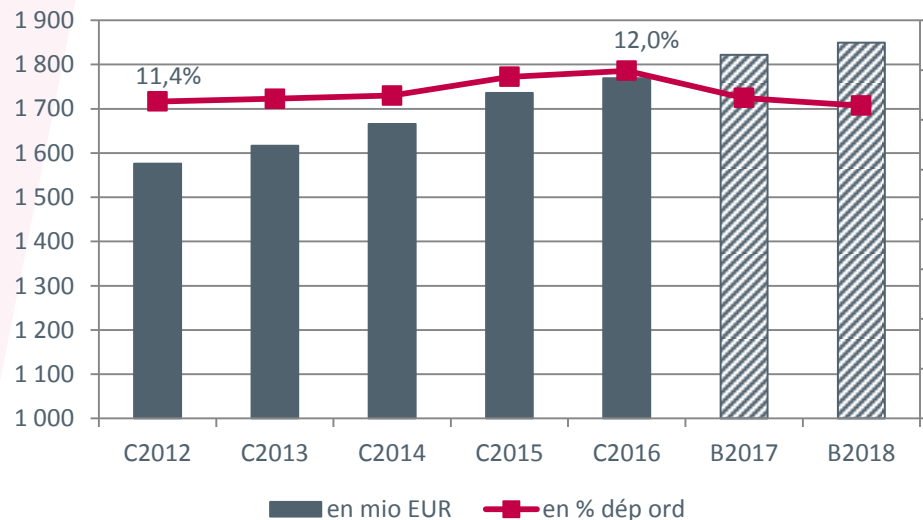




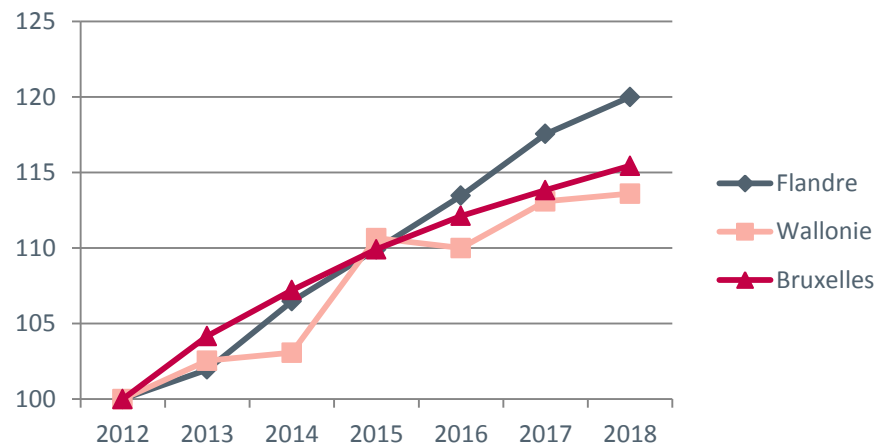
LES ZONES DE POLICES

Evolution dotation communale à la zone de police (2012-2018)

Evolution pour l'ensemble du pays
(en mio EUR et en % dép.)



Evolution par région (2012 = 100)





LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE





LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE: DE 250 SERVICES INCENDIE À 34 ZONES DE SECOURS



- La zone de secours = nouvelle entité locale autonome (comptabilité propre), opérationnelle en 2015-2016
- 250 services d'incendie réorganisés en 34 zones de secours :
 - 20 en Flandre
 - 14 en Wallonie
- à Bruxelles, il s'agit d'un organisme pararégional
> impact réduit pour les communes
- Impact comptable pour les communes (centre d'incendie)





LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE: DE 250 SERVICES INCENDIE À 34 ZONES DE SECOURS

Impact comptable pour les communes?

Avant réforme

Dépenses	Recettes
<ul style="list-style-type: none"> Personnel Fonctionnement Transfert Dettes 	<ul style="list-style-type: none"> Prestations Transferts Dettes

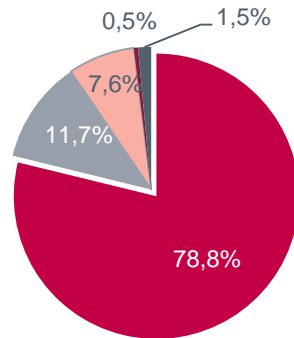


Après réforme

Dépenses	Recettes
<ul style="list-style-type: none"> Transfert = Dotation à la zone de secours 	



550 millions EUR



- Dotations communales
- Dotations fédérales de base
- Dotations fédérales complémentaires
- Dotations provinciales
- Autres recettes de transfert

Part fédéral - communal = 20% - 80%

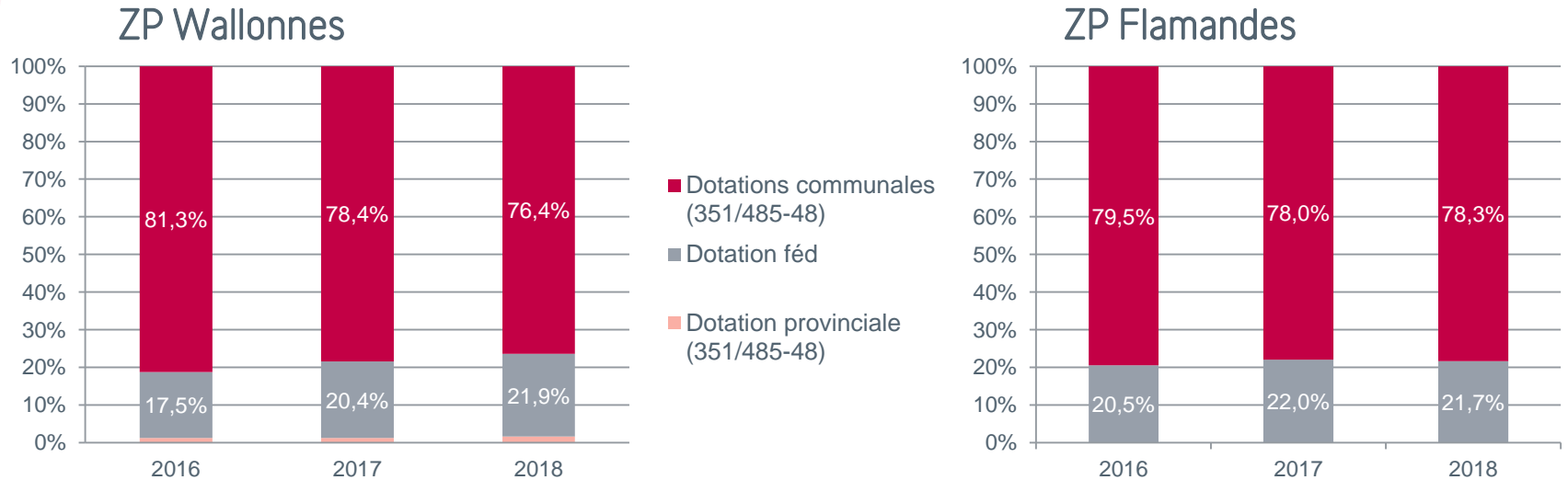
Objectif réforme = 50% - 50%





LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE: DE 250 SERVICES INCENDIE À 34 ZONES DE SECOURS

Origine du financement des ZS - décomposition par niveaux de pouvoirs?



- Le financement fédéral progresse en termes relatifs mais la clé 50/50 est encore un objectif lointain
- Intervention des provinces en Wallonie

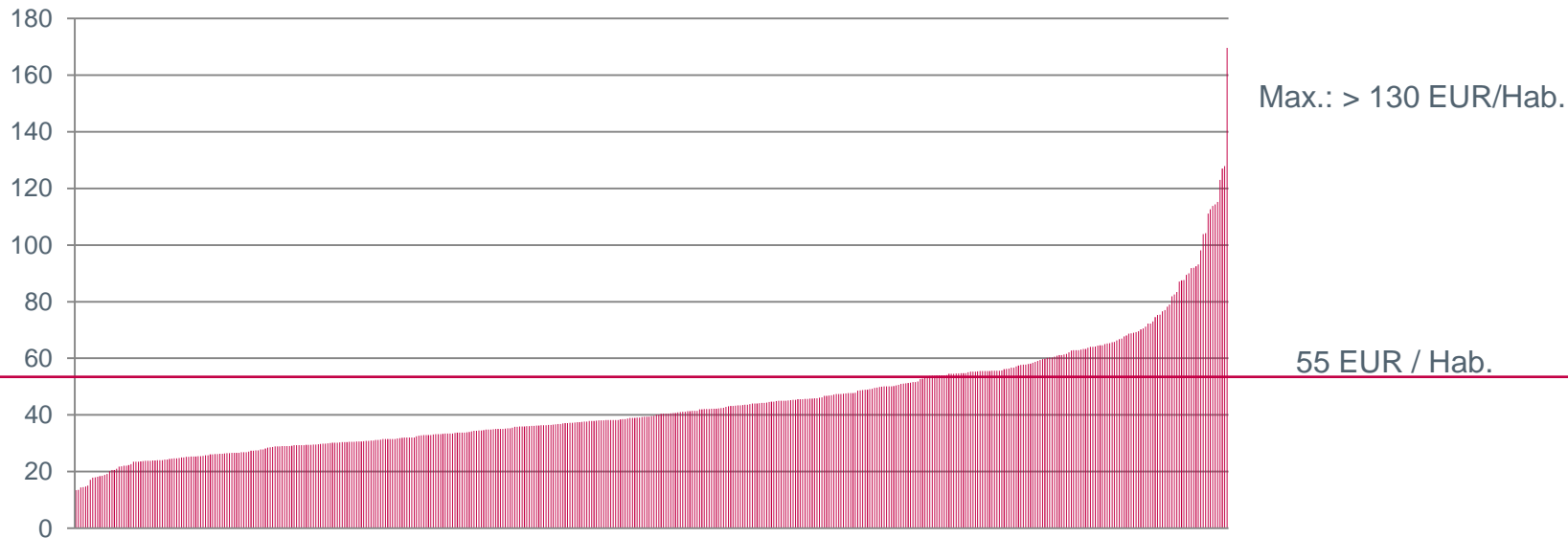




LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE: FINANCEMENT LOCAL?

De grandes disparités d'une commune à l'autre (Flandre + Wallonie)

Dotation ZS (en EUR / hab)



Min.: < 20 EUR/Hab.

Max.: > 130 EUR/Hab.

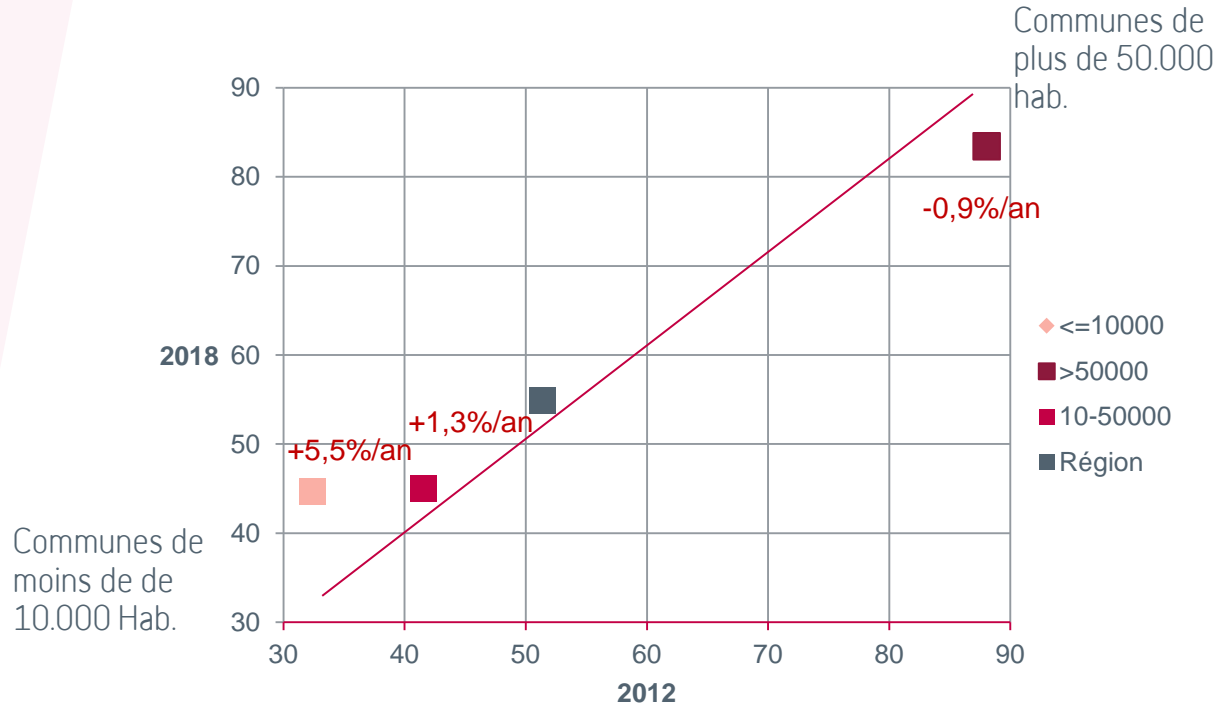
55 EUR / Hab.





LA RÉFORME DES SERVICES INCENDIE: FINANCEMENT LOCAL?

Mais une tendance à l'harmonisation des dotations (critère d'intervention basé sur la population)





LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ
CONTRAINTE D'AUGMENTER LA FISCALITÉ ?





LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Contexte d'évolution / chiffres clés:

- +/- 50% recettes d'exploitat°
- Près de 9 milliards EUR (soit 785 EUR par habitant)
- 2 grandes catégories d'impôt :

Taxes additionnelles (IPP/Pri)

- 80% fiscalité
- Seule variable d'ajustement = taux d'imposition
- Enrôlement par Etat ou Régions
- Base imposable déterminée par Etat et Régions

Taxes locales

- 20% fiscalité
- Perçues directement par les services communaux
- + de 100 taxes différentes (déchets, spectacles, stationnement, 2° résidence)



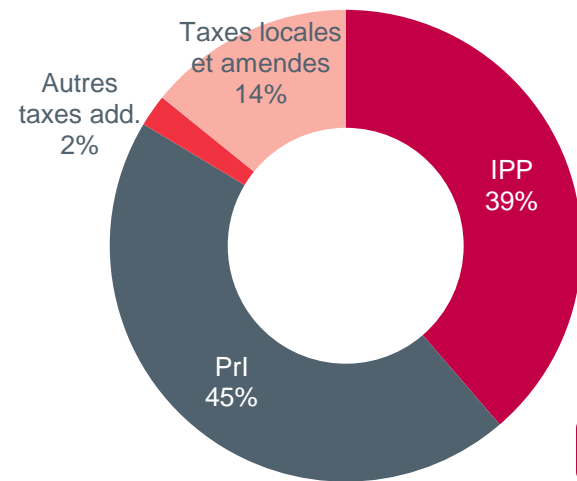
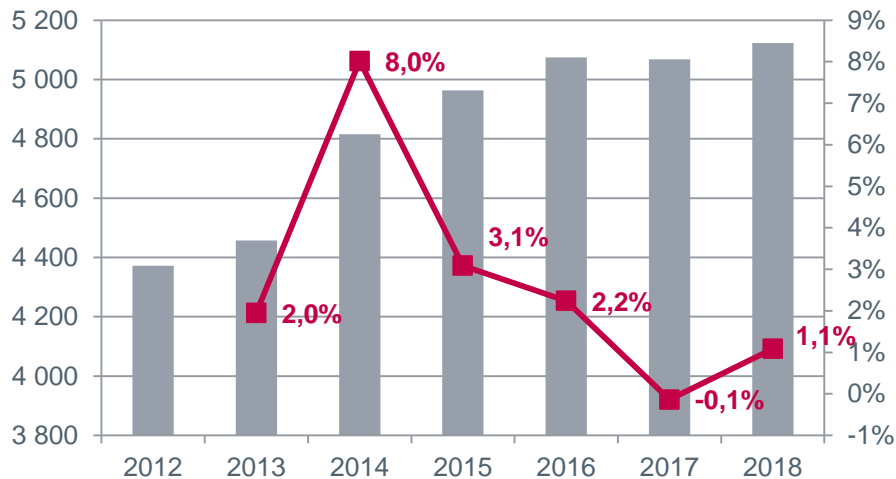


LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Flamandes → Evolution globale



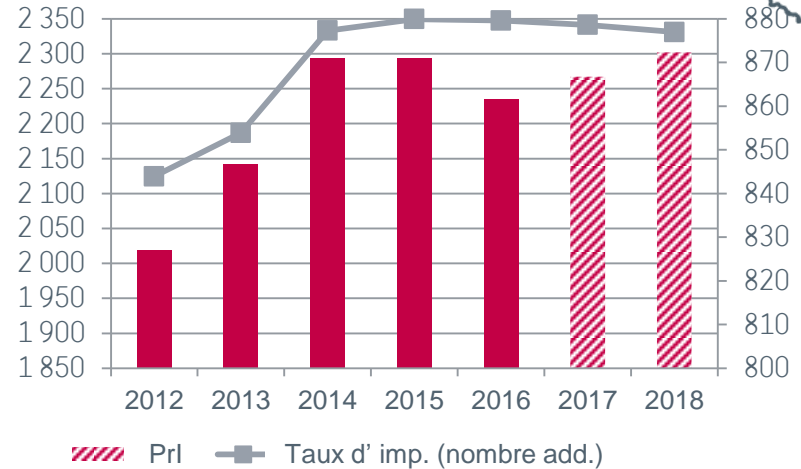
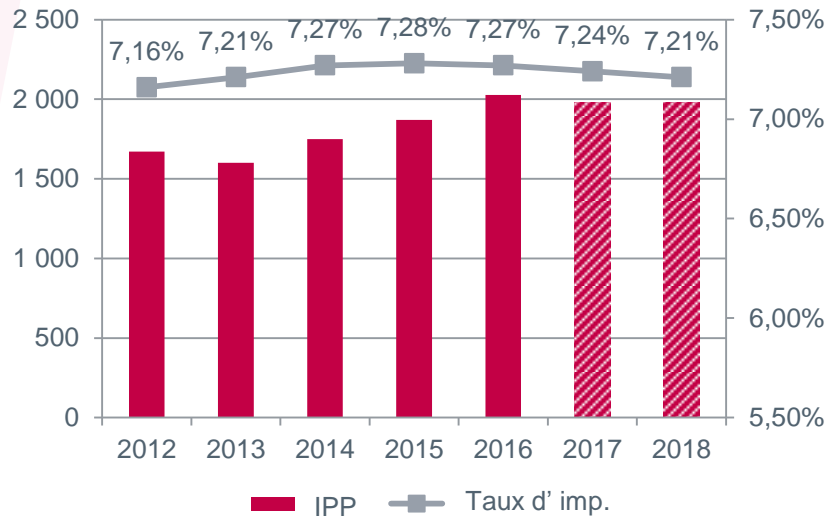
Budgets 2018
5,1 milliards EUR
52,4% des recettes exploit.





LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Flamandes → taxes additionnelles



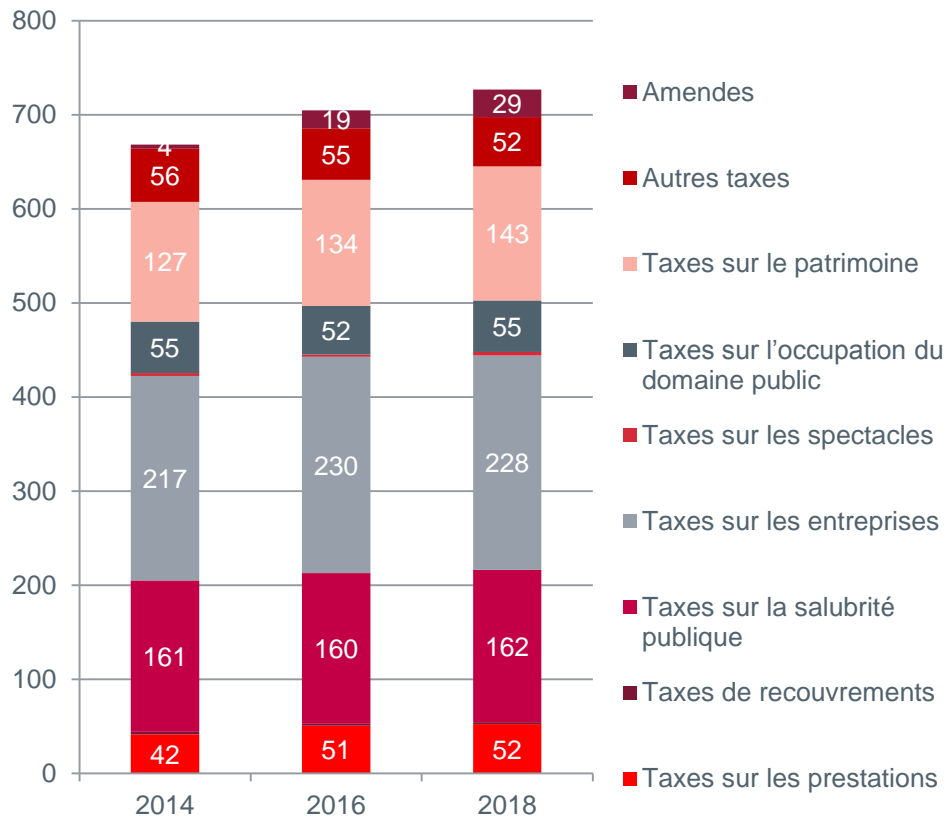
- Légère réduction Taux d'imposition IPP depuis 2015 / pas de hausse pour compenser les effets attendus du Tax-shift
- Importante hausse du nombre de centimes add. au PrI en début de mandature





LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Flamandes → taxes locales



- **Principales taxes:**
 - ayant augmenté
 - Patrimoine +3,2 %
 - Entreprises +1,7%
 - Amendes +9,4%

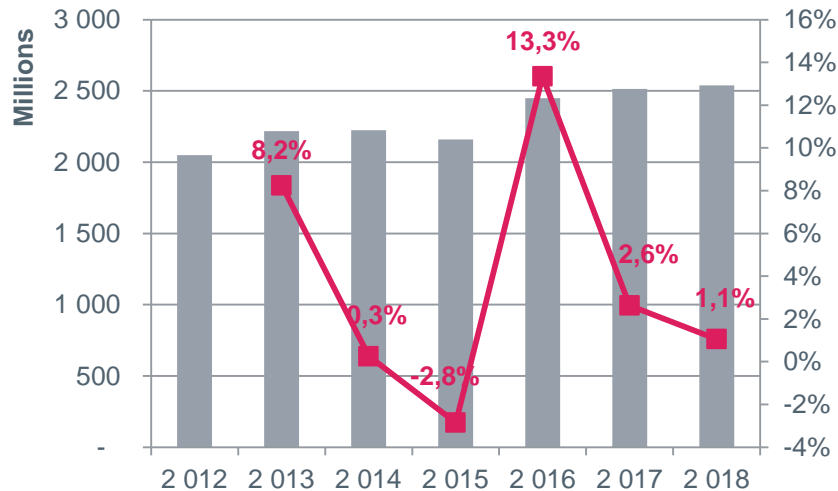




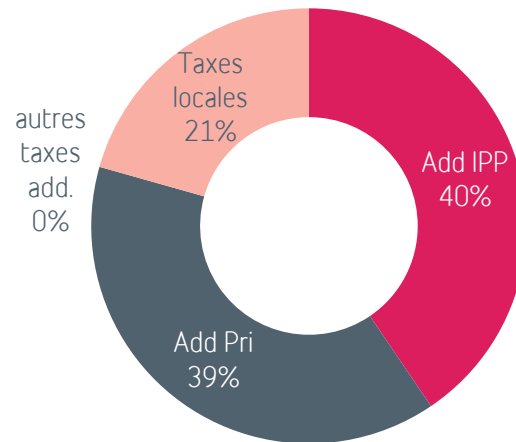
LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?



Communes Wallonnes



Budgets 2018
2,5 milliards EUR
48% des recettes ord.



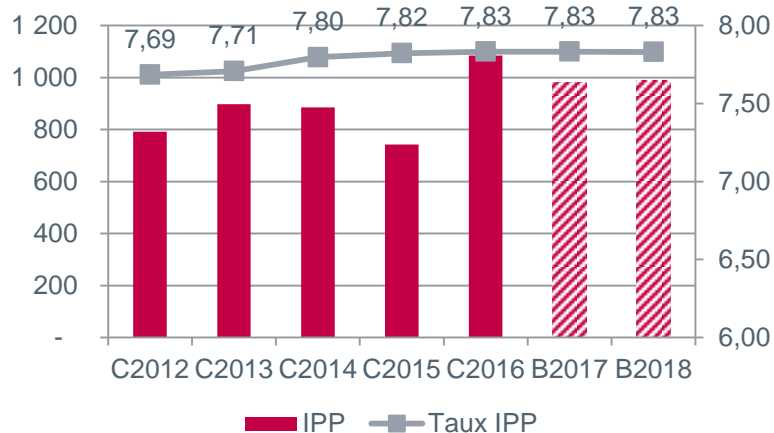


LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

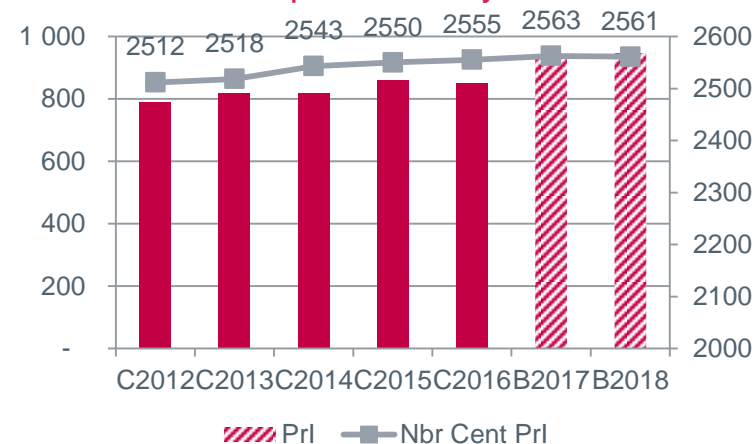
Communes Wallonnes → taxes additionnelles



Produit IPP et taux d'imposition moyen



Produit Préc. Immob. et taux d'imposition moyen



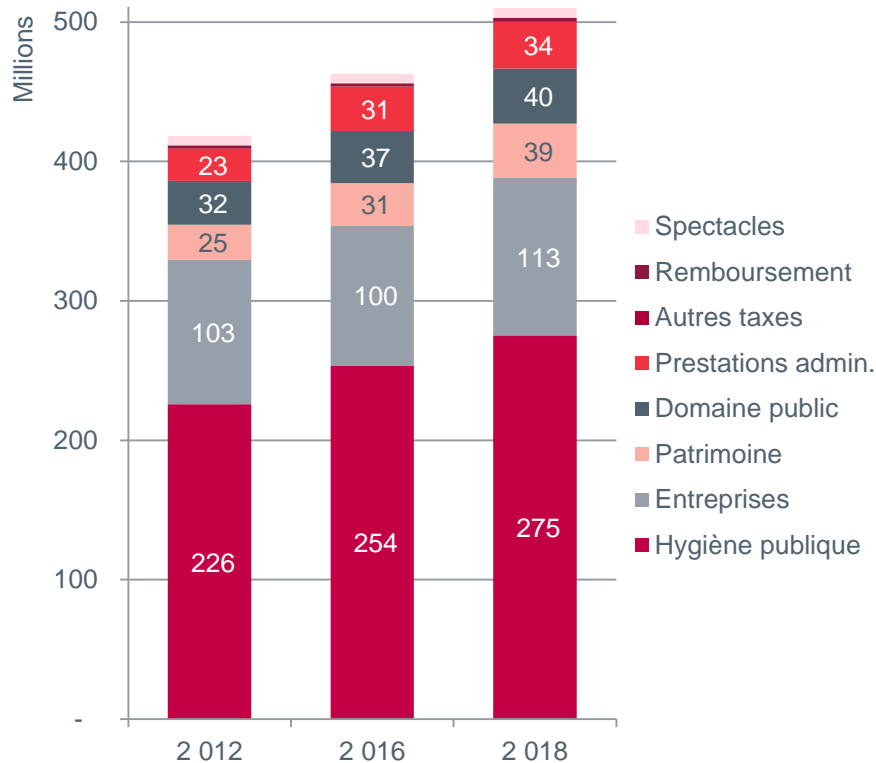
- Taux d'imposition très stable depuis 5 ans / légère hausse en début de mandature (2013-2014)
- Importante volatilité du rythme d'enrôlement de l'IPP (retard en 2015 compensé en 2016)





LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Wallonnes → taxes locales



Principales taxes:

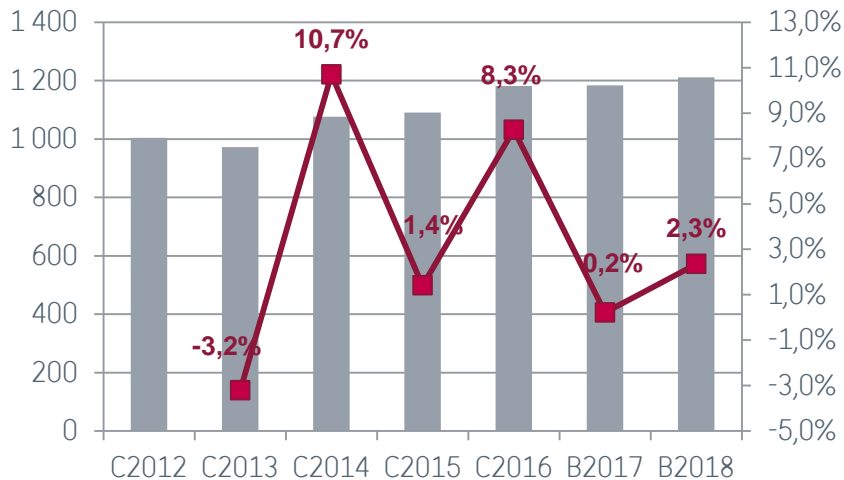
- **ayant augmenté**
 - Taxe sur les déchets (+3% / an)
 - Taxe sur les parking (+4,1% / an)
 - Taxe immeubles inocc. (+8,0% / an)
- **ayant diminué**
 - Taxe sur la force motrice



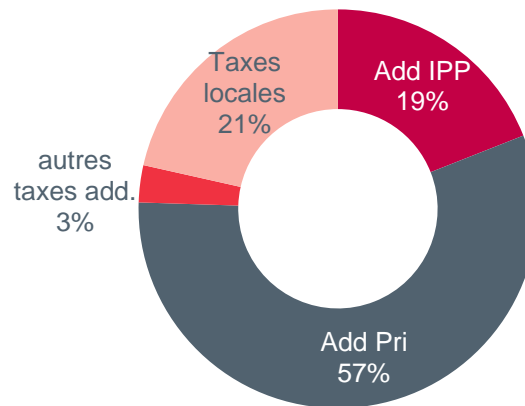


LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Bruxelloises → Evolution globale



- **Budgets 2018**
 - 1,2 milliards EUR
 - 52,7% des recettes ord.



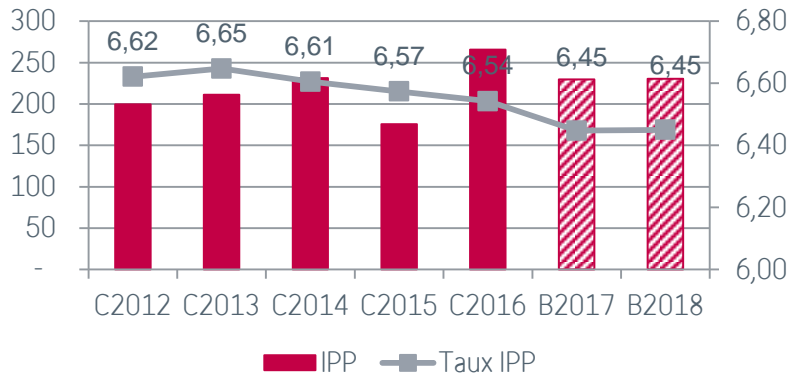


LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

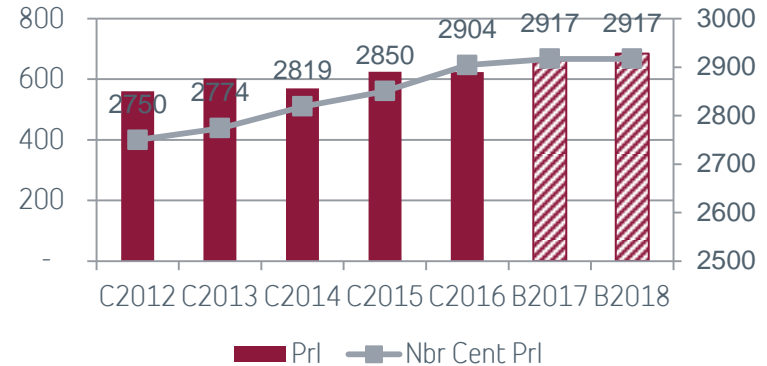
Communes Bruxelloises → Taxes additionnelles



Produit IPP et taux d'imposition moyen



Produit Prec. Immob. et taux d'imposition moyen



- Réduction des taux d'imposition IPP / compensé par augmentation du nombre de centimes add. au Prl
- Importante volatilité du rythme d'enrôlement de l'IPP (retard en 2015 compensé en 2016) - idem Wallonie



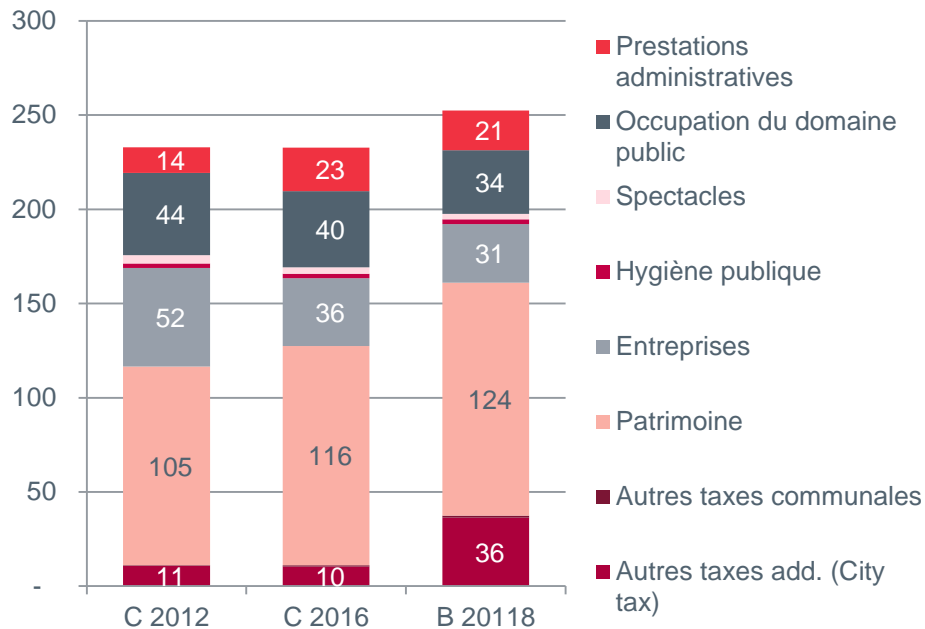


LES COMMUNES ONT-ELLES ÉTÉ CONTRAINTES D'AUGMENTER LA FISCALITÉ?

Communes Bruxelloises → Taxes locales



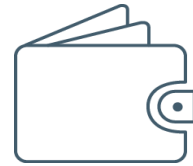
Evolution de la composition des taxes locales (en mio EUR)



Principales taxes:

- **ayant augmenté**
 - Autres taxes add. («city tax»)
 - Patrimoine (surface de bureau)
 - Taxe s/ délivrance de documents admin. (+7,4% /an)
- **ayant diminué**
 - Occupation domaine public (parking)
 - Entreprises (Taxes sur nuitées)





DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT
HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES
ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS
INVESTISSEMENTS?





DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?

Repères / Chiffres clés:

- Pouvoirs locaux: +/- 35% du total investissements publics
- Ecart important entre prévisions budgétaires et réalisations effectives (taux de réalisation entre 50% et 60%)
- Principaux domaines d'investissement: voirie, urbanisme, bâtiments administratifs, écoles, sports & culture
- Traditionnellement soumis à un effet "cyclique"

Contexte

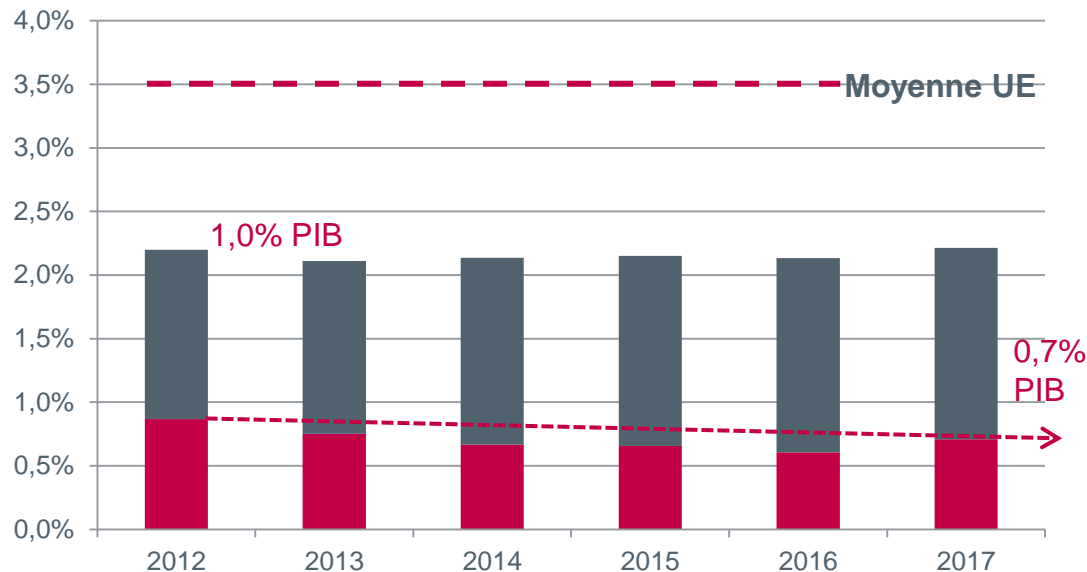
- '+' : taux d'intérêt LT historiquement bas
- '-' : Contraintes d'équilibre et incertitudes budgétaires





DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?

Evolution de l'ensemble des investissements publics (2012-2017)



■ Autres pouvoirs publics
■ Pouvoirs locaux

Source : ICN - Comptes nationaux

- Recul des investissements des pouvoirs locaux : 2017 = 80% du niveau de 2012
- Accroît le niveau de sous-investissement public en Belgique (2,3% du PIB contre +/-3% en UE)

➔ Dynamique d'évolution régionale?

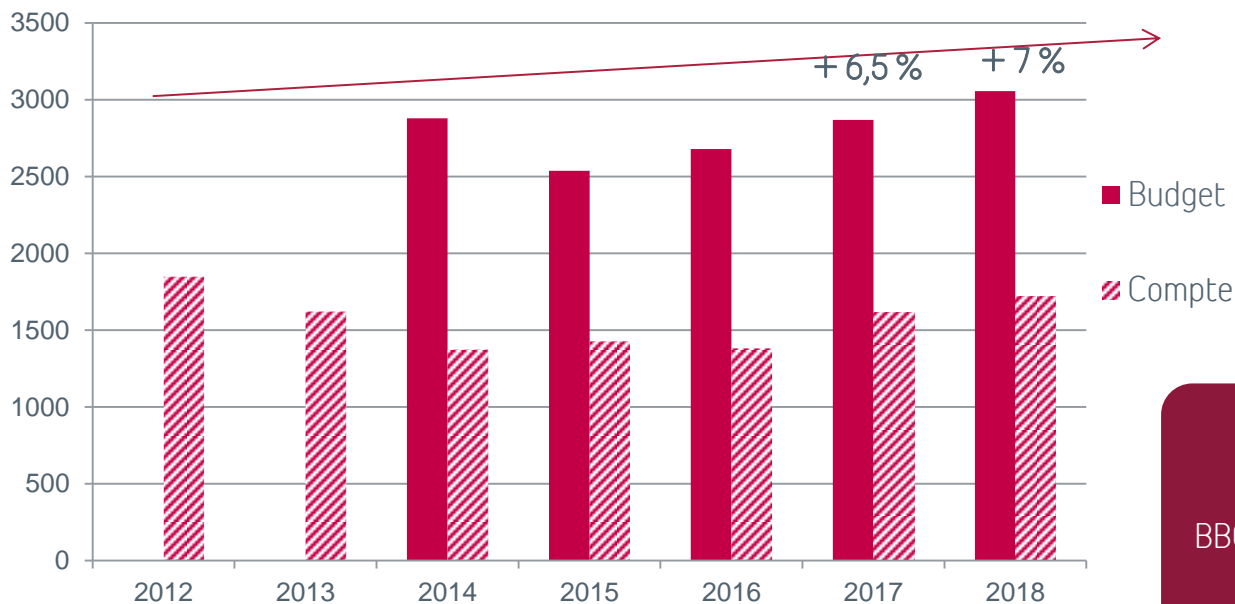




DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?



Communes flamandes - évolution 2012-2018 (comptes/budgets)



Estimation taux de réalisation: 56%

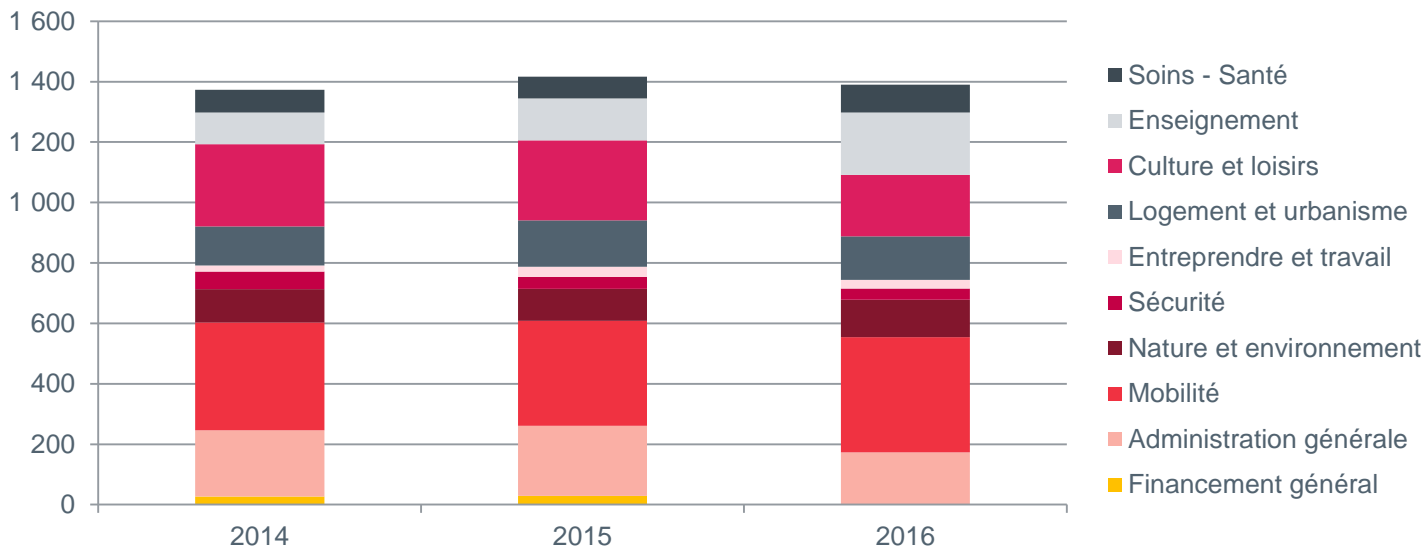
BBC en 2014: surestimation, projets étalés sur les années suivantes
Montants sans MAF



DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?



Communes flamandes - évolution par affectation



Poids prédominant des investissements en matière de voirie, culture et enseignement.



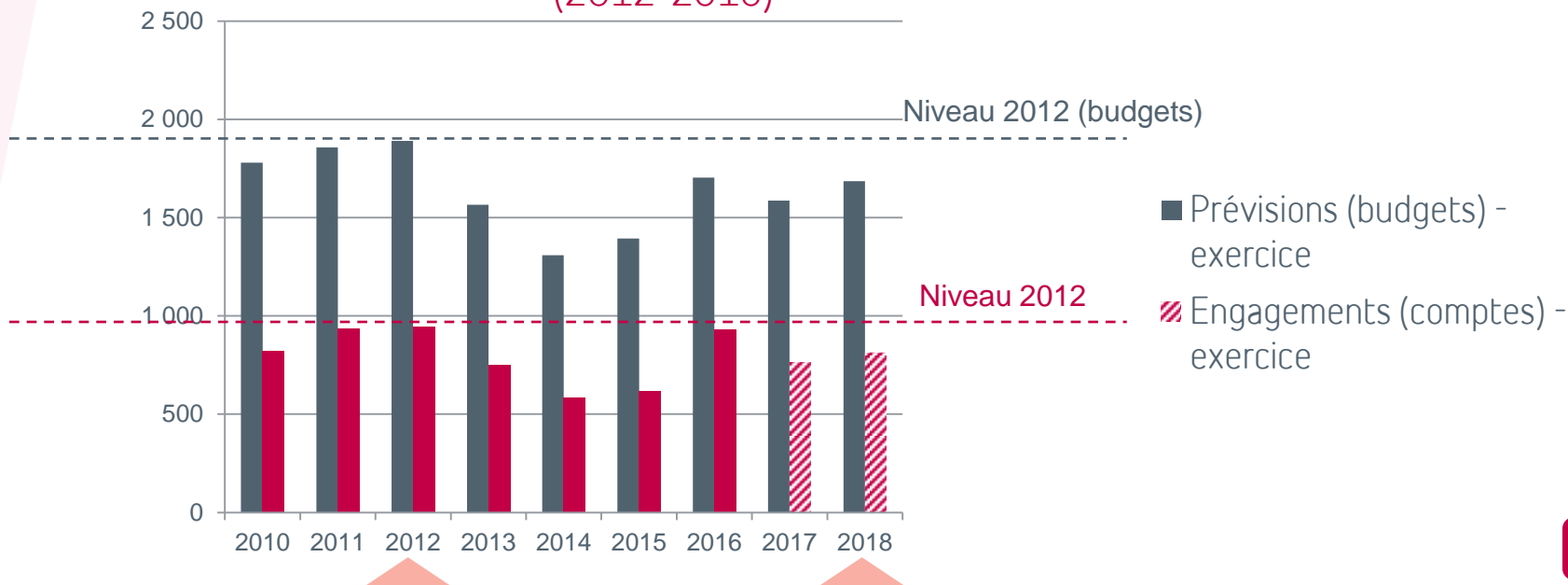


DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?



Communes Wallonnes

Evolution des investissements selon les budgets et les comptes
(2012-2018)



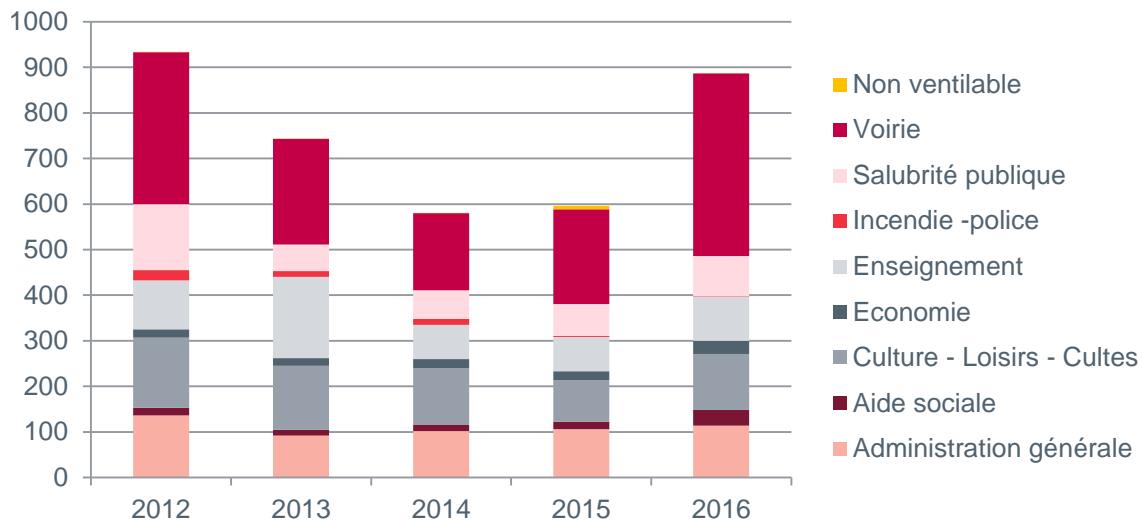


DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?



Communes Wallonnes

Evolution des investissements par affectation
(comptes 2012-2016)



Poids prédominant et forte volatilité des investissements en matière de voirie



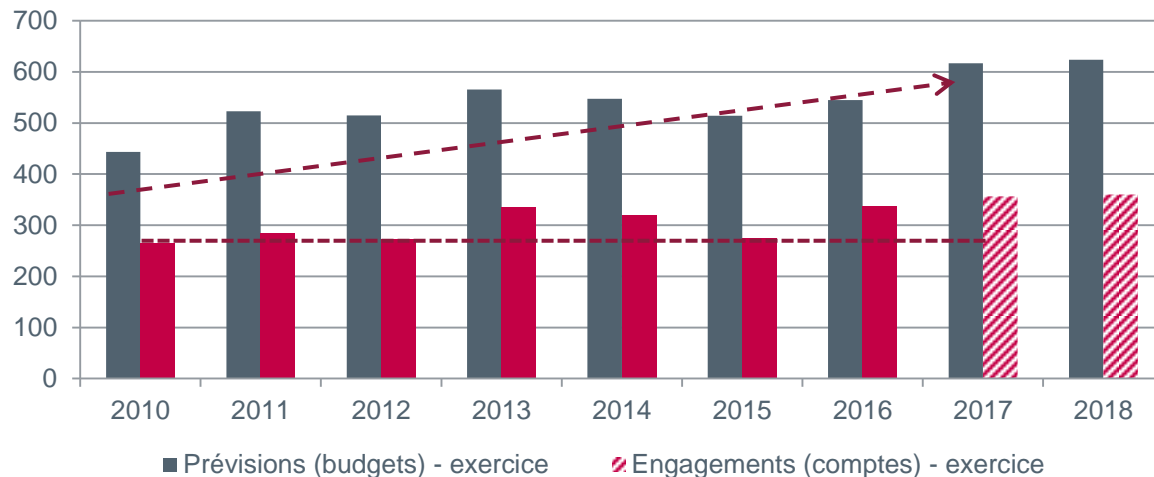


DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS,
LES COMMUNES ONT- ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS ?



Communes bruxelloises

Evolution des investissements selon les budgets
et les comptes (2012-2018)



Suite à la forte expansion
démographique, les
investissements
communaux sont restés
soutenus



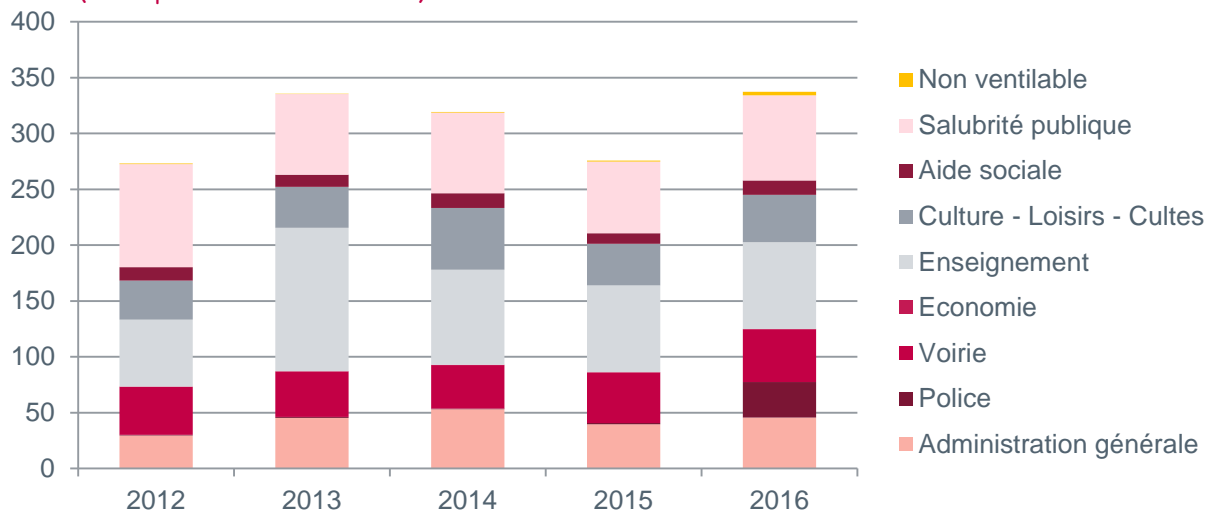


DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?



Communes Bruxelloises

Evolution des investissements par affectation
(comptes 2012-2016)



Poids prédominant des investissements en matière d'enseignement (expansion démographique) et de salubrité publique





LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES SONT-ILS
PRÉSERVÉS ET L'ENDETTEMENT EST-IL
MAÎTRISÉ?





DANS LE CONTEXTE DES TAUX D'INTÉRÊT HISTORIQUEMENT BAS, LES COMMUNES ONT-ELLES PU ACCROÎTRE LEURS INVESTISSEMENTS?

Plusieurs cadres comptables:

- Cadre comptable communal → différents selon les Régions
 - NCC en Wallonie et à BXL
 - BBC en Flandre
- Cadre comptable européen → normes SEC



Critère d'équilibre variable
+ règles spécifiques imposées par
la tutelle régionale

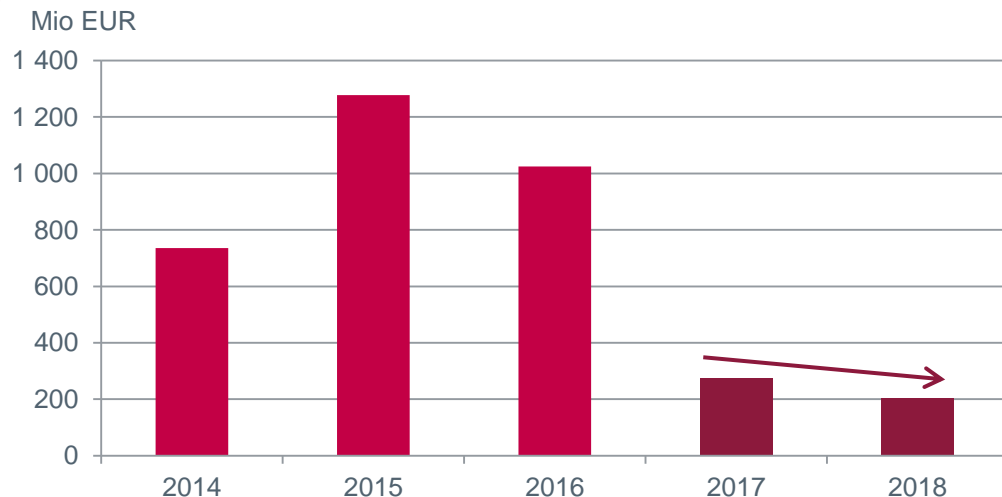


MAINTENIR L'ÉQUILIBRE FINANCIER AVEC LA MARGE D'AUTOFINANCEMENT MAF - DONNÉES DU BBC DES COMMUNES



Répondu aux critères d'équilibre

- Annuel : résultat de caisse ≥ 0
- Structurel en fin du plan : marge d'autofinancement ≥ 0
est déjà atteint depuis 2015



L'AFM sert de tampon financier

2018	en Mio €	(€/hab.)	Évolution 2017-2018
AFM	205	36	-24,8%

**MAF = 2% des recettes
d'exploitation en budget, >
10% en compte**

L'exploitation fournit la
capacité financière \geq les
dépenses d'emprunts
périodiques nettes





LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES SONT-ILS PRÉSERVÉS ET L'ENDETTEMENT EST-IL MAÎTRISÉ?

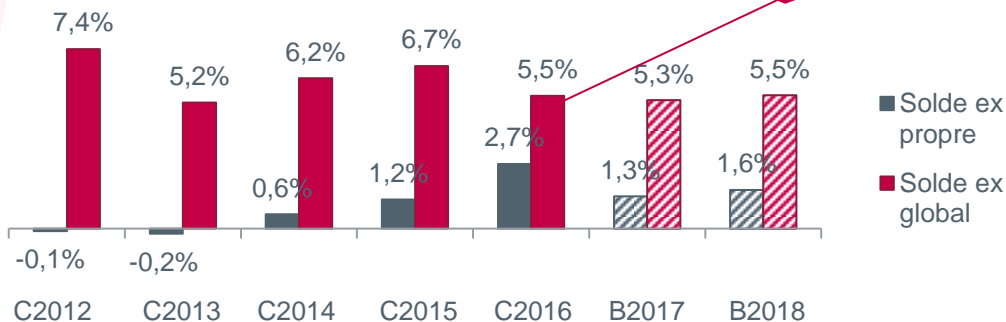


Communes wallonnes

Soldes en % des recettes ordinaires

Impact retard et rattrapage IPP

Le solde en boni de l'exercice propre du budget 2018 s'améliore (+/-85 millions EUR)
Mais favorablement influencé par:
Crédit spécial de recettes (+/- 30 mio EUR)
Cotisation responsabilisation «pension» - ex. ant. (45 mio EUR)



Nombre de communes présentant un budget en déficit (ex. propre)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Communes en mali	88	96	36	5	2	1	0

Obligation depuis 2014 de présenter un budget à l'équilibre à l'exercice propre



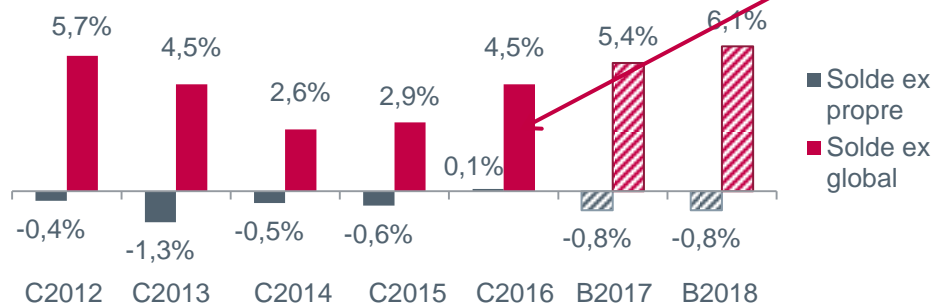


LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES SONT-ILS PRÉSERVÉS ET L'ENDETTEMENT EST-IL MAÎTRISÉ?

Communes bruxelloises



Soldes en % des recettes ordinaires



Impact rattrapage IPP

Le solde de l'exercice propre 2018 se détériore (-18,9 millions EUR). Réduction du nombre de communes déficitaires.

Le solde de l'exercice global est excédentaire. Aucune commune déficitaire selon Budgets 2018.

En mio EUR	2017	2018
Solde ex. propre	-17,4	-18,9
Solde ex. global	130,0	151,2

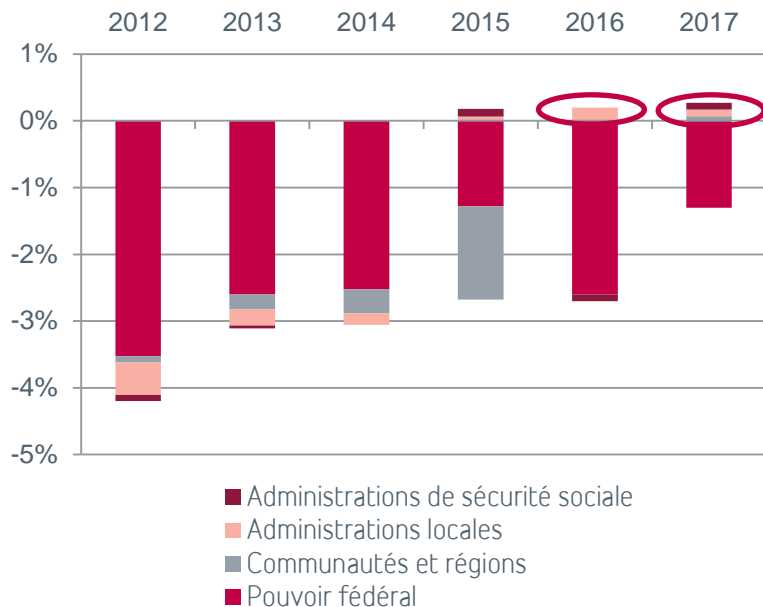
Nombre de communes présentant un budget en déficit (ex. Propre)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Communes en mali	8	11	10	10	5	7	5





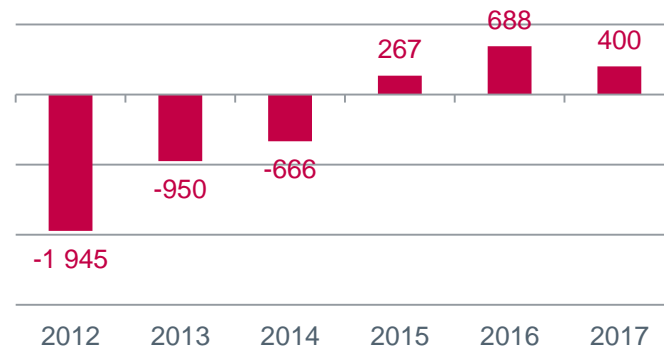
LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES SONT-ILS PRÉSERVÉS ET L'ENDETTEMENT EST-IL MAÎTRISÉ?

En % PIB



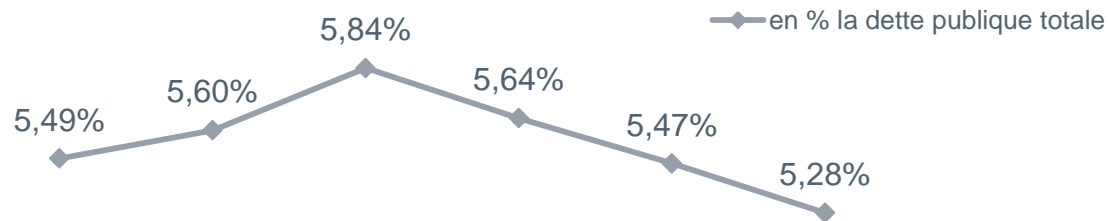
Les pouvoirs locaux contribuent positivement à la trajectoire budgétaire (UE)

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des pouvoirs locaux

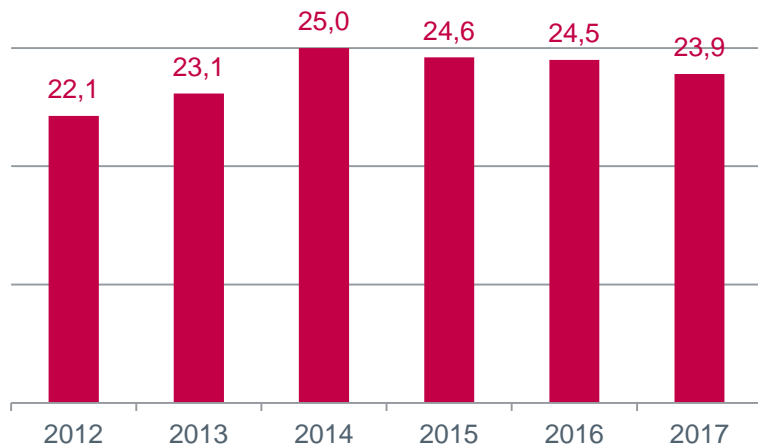




LES ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES SONT-ILS PRÉSERVÉS ET L'ENDETTEMENT EST-IL MAÎTRISÉ?



Dette de pouvoirs locaux (en milliards EUR)



La dette des pouvoirs locaux décroît en termes relatifs (5,3% de la dette publique totale) et en valeur absolue (< 24 milliards EUR)



PRINCIPAUX DÉFIS FINANCIERS (2019-2024)

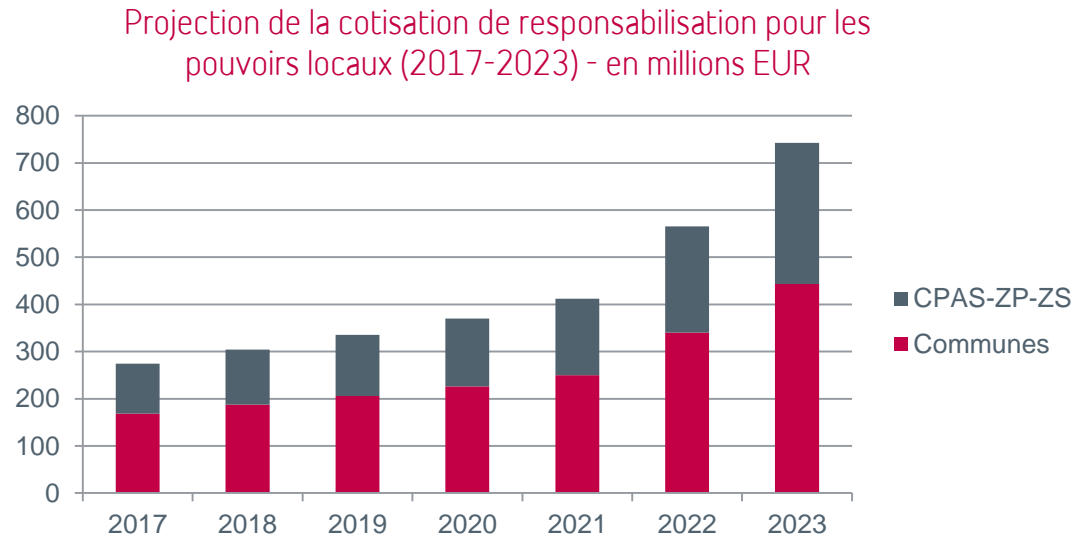
4 enjeux financiers incontournables

1. La croissance attendue des charges de pensions du personnel statutaires
2. La gestion des enjeux démographiques (vieillissement et expansion dans les grandes villes) et de cohésion sociale
3. Impact du Tax-shift
4. La capacité d'investissement dans le cadre du pacte de stabilité (normes SEC)



PRINCIPAUX DÉFIS FINANCIERS (2019-2024) ?

Evolution exponentielle des charges de pension (cotisation de responsabilité)



Source: sur base de projections du Service Fédéral des Pensions



NOUVEAU SITE « ELECTIONS »

belfius.be/etudes



Een gemeente besturen anno 2018

À l'approche des élections locales de 2018, nous nous penchons sur les finances des pouvoirs locaux (communes, provinces, CPAS, zones de police et zones de secours).

Comment se portent-elles? Avons-nous constaté des évolutions importantes pendant la dernière législature? Et quels sont les défis financiers à relever? Nous suivons la situation de près.



Étude Finances Locales 2018

Les tendances se confirment-elles? Les pouvoirs locaux peuvent-ils garder les dépenses sous contrôle? La capacité d'investissement est-elle suffisante? Nous revenons sur les 6 dernières années de législature, nous analysons les budgets pour 2018 et nous examinons la situation macroéconomique des pouvoirs locaux.

[En savoir plus >](#)

GUIDE
«COMMENT FONCTIONNE
UNE COMMUNE»

belfius.be/etudes



Guide «Comment fonctionne une commune?»

Comment fonctionne exactement une commune? Et surtout, en quoi consistent les finances communales? Notre guide «Comment fonctionne une commune?» vous expliquera tout en détail. Si vous êtes candidat aux élections locales d'octobre 2018, vous aurez incontestablement une longueur d'avance sur les autres candidats. En effet, après avoir lu ces fiches, le fonctionnement d'une commune n'aura plus aucun secret pour vous.

[Téléchargez le guide pour la Wallonie](#) ▼

[Téléchargez le guide pour Bruxelles](#) ▼

Ou consultez les **fiches** séparément



TYPOLOGIE DES COMMUNES 2018

belfius.be/etudes



Typologie des communes 2018

Un outil unique qui compare les 589 communes belges au sein de leur Région et répertorie les défis de chaque type de communes. Le cadre de référence pour analyser et comparer les communes et, par exemple, leurs chiffres financiers. Il s'agit dès lors d'une vision intéressante des types de communes pour les élus communaux actuels et futurs après les élections communales de 2018.

Grandes lignes de l'étude publiée en mars 2018

— Pour la Wallonie

